

Focus sur deux affaires essentielles

L'Alliance, défenseur des mineurs victimes

Un français, déjà condamné pour des attouchements sexuels commis sur des enfants de 8 à 12 ans, aurait profité de séjours au Népal, au Cambodge et en Inde, sous couvert de son association « humanitaire », pour abuser d'enfants.

L'Alliance (**Maitres Noémie SAIDI-COTTIER et Joseph BREHAM**), va non seulement soutenir ECPAT France afin de se porter partie civile dans cette nouvelle procédure, mais va également, à la demande de l'association, proposer de représenter les enfants victimes.



Grâce au soutien financier de la Danish Justice Foundation, le déplacement de nos avocats bénévoles in situ est envisageable. Ils pourront ainsi rencontrer à la fois les victimes et leurs familles afin de les guider et de préparer au mieux le dossier ainsi que les autorités afin de mieux appréhender le contexte local.

Cette mission est une véritable opportunité dans ce type de dossier où généralement les victimes sont peu présentes et représentées tout au long de la procédure.

Par cette nouvelle affaire, l'Alliance élargit donc son champ de compétence afin d'assurer l'accès direct de ces enfants étrangers victimes à la justice française.

Affaire – Droit de recours – ATD Quart Monde

De nombreux placements d'enfants sont motivés in fine, par la précarité économique et sociale des familles. Des placements peuvent être ordonnés comme « mesures provisoires » en cas d'urgence, par le juge des enfants (JE), sous réserve qu'il/elle se prononce définitivement dans les 6 mois. Les parents peuvent certes faire appel de la décision mais les délais d'audiencement sont tellement longs (6 mois), que cette voie de recours est inefficace.

Maitres Catherine DELANOE-DAOUD et Emmanuel DAOUD, ont tenté de faire bouger les lignes et de redonner à l'appel sa véritable vocation.

Sur demande d'ATD Quart Monde, nos deux confrères sont intervenus bénévolement au profit des parents, dont les 3 enfants étaient placés depuis mars 2015. Grâce à leurs interventions, le JE a décidé le 4 avril, que les enfants seraient restitués à leurs parents début juillet. Quelle magnifique victoire !

Bilan 1^{er} semestre 2017

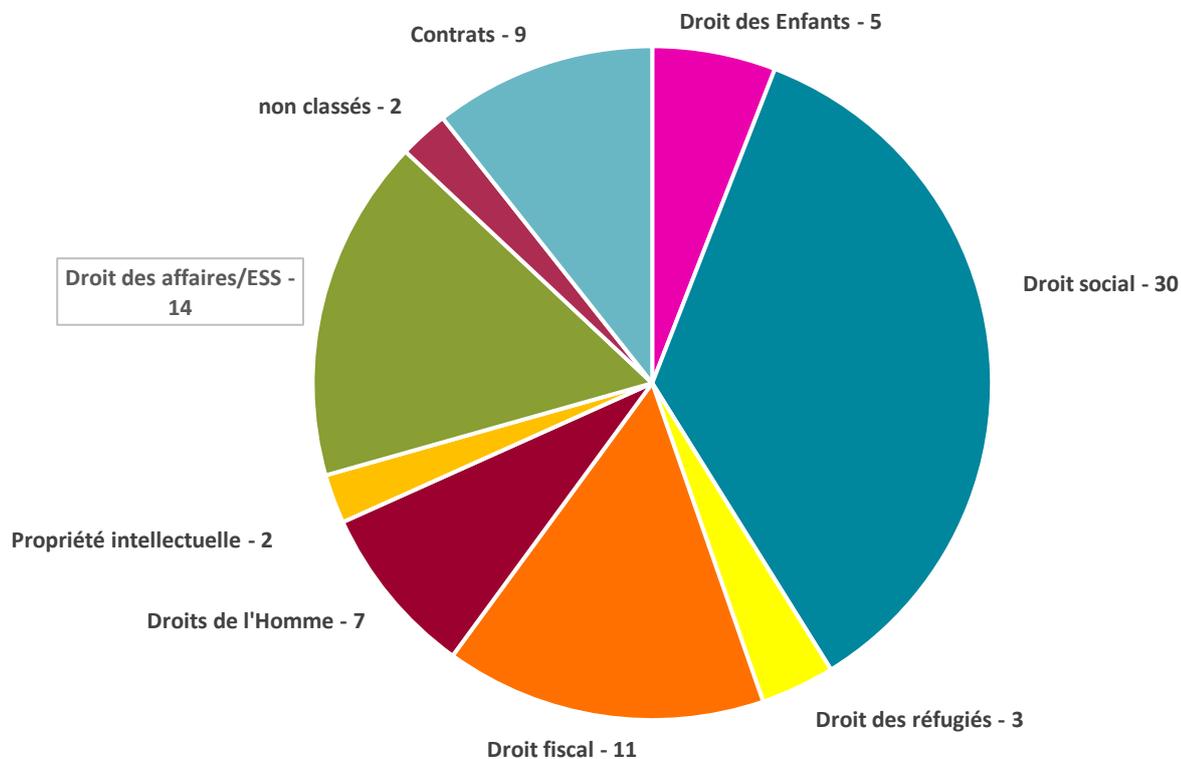
Les formations juridiques des Partenaires : outil essentiel

Le pro bono s'articule aussi autour de la formation des ONG. L'Alliance répond à ces objectifs en ayant organisé **quatre formations** depuis le 1^{er} janvier 2017 :

- 24 janvier 2017 : Particularisme des contrats de travail dans les O.N.G
- 23 février 2017 : Formation sur la loi travail de 2016
- 9 Mars 2017 : Formation sur la loi travail de 2016
- 19 Avril 2017 : Le prélèvement à la source

Une demande d'aide juridique de plus en plus importante

Depuis le 1^{er} janvier 2017, l'Alliance a reçu 85 nouvelles requêtes, soit une **augmentation de 30 %**, par rapport au 1^{er} trimestre 2016



Exemples de requêtes

Pour des raisons de confidentialité, nous ne pouvons entrer dans les détails des demandes qui nous sont adressées.

Droit des Affaires - ESS

- * *Création d'entités en France et à l'étranger (association, SAS, fondation territoriale, fonds de dotation)*
- * *Enregistrement d'une entité au Myanmar, transfert d'une école hôtelière en Thaïlande*
- * *Réglementation de l'aide aux personnes en situation de handicap*
- * *Obtention et renouvellement d'agrément ESUS*

Droit social

- * *Réglementation des contrats de travail en Belgique, Pologne, Equateur, Portugal, Irlande ...*
- * *Mise en place de contrats d'expatriation*
- * *Statut cadre*
- * *Télétravail*
- * *La Délégation unique du personnel, représentation du personnel et négociations collectives*
- * *Licenciement économique, pour faute*
- * *Règlement intérieur (rédaction, révision) ...*

Droit fiscal

- * *Assistance pour la procédure de rescrit*
- * *Conseils sur la fiscalité des expatriés au Tchad*
- * *Conséquences du projet de loi de finances 2017*
- * *Défiscalisation des dons en nature*
- * *Impact ISF pour les investisseurs dans une SAS (ESS)*
- * *Recours contre les coupes des subventions publiques ...*

Deux nouvelles adhérentes



Maître Safya AKORRI

Safya est spécialisée en droit international et droit pénal, notamment en pénal des affaires, pénal de droit commun et droit pénal international. Depuis 2010, elle consacre également une partie de son temps à son activité de chargée de mission terrain auprès de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH).

Maître Karine DOUCERAIN

Spécialisée en droit des étrangers, droit des affaires et droit pénal, Karine délivre également des conseils devant la Cour pénale internationale depuis 2008. Conseil de « Planète Amazone », Karine Doucerain soutient depuis toujours la protection des peuples autochtones.



Suivez l'actualité de l'Alliance sur les réseaux sociaux, ***partagez vos souhaits de publications et aimez les pages***